

Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95300 PONTOISE

Pontoise, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06 juin 2023

Contexte et constats

Publié sur



TERSEN (ex PICHETA)

13 route de Conflans
95480 Pierrelaye

Références : ud95-2023-0488

Code AIOT : 0006519450

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06 juin 2023 dans l'établissement PICHETA implanté chemin rural n°2, de St Martin du Tertre à Paris Lieux dits: le champ gonelle, la montagne du trou à guillot, frêne du haut de Rossay 95270 Saint-Martin-du-Tertre. L'inspection a été annoncée le 11/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre du suivi courant de la carrière, une inspection a été réalisée sur le site afin de vérifier certaines prescriptions techniques applicables, particulièrement sur l'aspect exploitation et sur le volet "poussières". Le rapport annuel réceptionné par l'inspection le 20 avril 2023 reprend l'ensemble du suivi environnemental du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PICHETA
- chemin rural n°2, de St Martin du Tertre à Paris Lieux dits: le champ gonelle, la montagne du trou à guillot, frêne du haut de Rossay 95270 Saint-Martin-du-Tertre
- Code AIOT : 0006519450
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

TERSEN (ex PICHETA) exploite une carrière à ciel ouvert de sablons, sur le site de Saint Martin du Tertre, qui a été autorisée la première fois le 19 septembre 2007. Par arrêté préfectoral n° 13 176 du 18 avril 2016, la société TERSEN (ex PICHETA) a été autorisée, pour une durée de 14 années, à poursuivre et étendre l'exploitation de la carrière.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative ;
- conditions d'exploitation;
- suivi des poussières.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Prévention de la pollution de l'air	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Prévention de la pollution de l'air	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Prévention de la pollution de l'air	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rubriques de classement au titre des installations classées	Arrêté Préfectoral du 18/04/2016, article 1.2	/	Sans objet
2	Dispositions particulières aux carrières	Arrêté Préfectoral du 18/04/2016, article 3.2	/	Sans objet
3	Conduite de l'exploitation à ciel ouvert	Arrêté Préfectoral du 18/04/2016, article 3.7	/	Sans objet
4	Conduite de l'exploitation à ciel ouvert	AP Complémentaire du 18/04/2016, article 3.9	/	Sans objet
5	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 18/04/2016, article 5.8.2	/	Sans objet
6	Prévention de la pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 18/04/2016, article 8.1	/	Sans objet
10	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 18/04/2016, article 10.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi environnemental du site est réalisé avec sérieux. Quelques éléments de précision sont à apporter.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubriques de classement au titre des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2016, article 1.2				
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques de classement au titre des installations classées				
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet				
Prescription contrôlée : L'exploitation de cette carrière relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement conformément au tableau ci-dessous :				
Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2510-1	A	Exploitation de carrière	Exploitation d'une carrière de sablons à ciel ouvert d'une surface de 17 ha 75 a 64 ca	Au maximum 180 000 m ³ /an, soit 270 000 tonnes/an de sablons autorisés à l'extraction .
2515-1a	A	Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations, étant : a) Supérieure à 550 kW	Installation de concassage-criblage de matériaux minéraux (bétons de démolition, pierres,...) Puissance installée = 800 kW	Puissance installée = 800 kW Traitement au maximum de 2x 50 000 tonnes par an de minéraux soit environ 2x25 000 m ³ /an
2517-3	D	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit est supérieure à 5 000m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ² .	Stockage en transit de matériaux minéraux/DND inertes.	Emprise utilisée : 10 000 m ² . Volume maximum présent sur les terrains : 25 000 m ³

A : autorisation ; D : déclaration

Constats : Dans un premier temps, l'exploitant a présenté les activités de la carrière à ciel ouvert.

La société TERSEN (ex PICHETA) est autorisée, par arrêté préfectoral du 18 avril 2016, à exploiter, pour 14 années, une carrière à ciel ouvert de sablons, implantée sur la commune de Saint Martin du Tertre. Les matériaux extraits sont vendus majoritairement, le reste servant à l'aménagement des casiers pour ensuite accueillir des déchets d'amiante.

Dans un second temps, l'exploitant a présenté les activités de la carrière, en lien avec les rubriques de classement :

- s'agissant de la rubrique 2510 : en 2022, 178 000 tonnes de matériaux ont été extraits. La carrière respecte les quantités maximales autorisées. Elle relève toujours du régime de l'autorisation au titre de cette rubrique ;

- s'agissant de la rubrique 2515-1 : l'exploitant a précisé qu'aucune modification n'avait été réalisée sur les machines de broyage/concassage/criblage. Le site possède une seule installation permanente de criblage associée à un convoyeur, de puissance inférieure à 100 kW. S'agissant du recyclage des bétons, l'autre activité du site encadrée par cet arrêté, l'exploitant dispose d'un concasseur mobile et d'un crible mobile, d'une puissance totale de 200 kW, fonctionnant par campagne. En moyenne, le site traite 20000 à 30000 tonnes par an de bétons à recycler, en 1 à 2 campagnes. Du fait des évolutions réglementaires, le site relève dorénavant du régime de l'enregistrement pour cette rubrique. Une mise à jour du classement sera réalisée lors de la prochaine mise à jour des prescriptions applicables au site.

- s'agissant de la rubrique 2517 : l'exploitant a précisé que la superficie de la plateforme était bien de 10 000 m². Il n'y a pas eu d'évolution de cette activité selon l'exploitant. Il a également précisé que le volume de stockage était faible, de l'ordre de 25 000 à 30000 tonnes. Le site relève bien du régime de la déclaration au titre de cette rubrique.
La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dispositions particulières aux carrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2016, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, bornage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de placer :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ainsi que son phasage de remise en état, 2. le cas échéant, des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques du fond de fouille et des différentes zones remises en état. <p>Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p> <p>Constats : L'exploitant a précisé que certaines bornes permettant la délimitation du périmètre d'autorisation n'étaient pas matérialisées mais qu'elles étaient bien reprises dans les plans topographiques. Des bornes de nivellement permettent, dans tous les cas d'après l'exploitant, de réaliser les relevés topographiques.</p> <p>Par courriel du 22 juin 2023, l'exploitant s'est engagé à réimplanter les bornes physiques sur l'ensemble des limites de parcelles en pourtour du site pour celles qui ne sont plus visibles actuellement sur terrain. L'inspection des installations classées précise qu'une inspection "récolement" d'une partie de la carrière est d'ores et déjà programmée fin août 2023. Dans le cadre de cette inspection, la présence physique des bornes sera contrôlée.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conduite de l'exploitation à ciel ouvert

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2016, article 3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Technique de décapage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation. Il est réalisé hors d'eau, à la pelle hydraulique et au chargeur. Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales aux stériles. Les terres végétales et les stériles sont stockés séparément et conservés intégralement pour la remise en état des lieux. Afin de préserver leur valeur agronomique, les terres végétales sont stockées sur une hauteur inférieure à deux mètres. Ces stocks sont constitués par simple déversement sans circulation sur ces terres ainsi stockées. Les stériles de découvertes pourront être stockées sur une hauteur de 2 à 4 mètres afin de constituer les merlons périphériques présents dans la bande de retrait de 10 mètres définie à l'article 4.5 du présent arrêté. Néanmoins une bande de 3 mètres de terrain naturel est laissée à l'arrière de la clôture pour la circulation d'un engin de chantier. Constats : L'exploitant a précisé que les zones décapées sont bien réalisées de manière sélective. Le site est d'ailleurs en déficit de terre de découverte. L'exploitant est dans l'obligation, du fait de ce déficit, de faire venir des terres. De même, le site dispose de peu de stériles de découvertes, tout comme les terres de découvertes. Il utilise ces stériles en recouvrement des casiers "amiante". Au cours de l'inspection, il n'a pas été constaté des hauteurs de stockages dépassant les hauteurs autorisées. Il a bien été constaté la présence d'une bande de 3 mètres minimum laissée à l'arrière de la clôture pour la circulation des engins de chantier. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conduite de l'exploitation à ciel ouvert

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/04/2016, article 3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Epaisseur d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La cote de fond de fouille ne pourra être inférieure à 90 mNGF. L'épaisseur du gisement est estimée à environ 20 m. 3.10 : Front d'exploitation La hauteur maximale du front d'exploitation est de 15 mètres. La largeur maximale des banquettes est de 6 m. La pente maximale est de 45°. Le nombre de gradins ne peut excéder 4. Le sablon sera évacué au fil de l'eau. Dans le cas où le sablon ne peut être évacué au fil de l'eau, le stockage temporaire du sablon est autorisé en pied de talus. La hauteur du stock ne peut excéder 5 mètres.
Constats : L'exploitant a précisé qu'il se plaçait toujours un peu au dessus des 90 m NGF, pour pouvoir ensuite passer de 91 à 90 m, lors de l'avancement de l'exploitation de la carrière. Il a précisé que l'épaisseur du gisement variait de 20 m à 30m. Au niveau du front d'exploitation, l'exploitant a indiqué rencontrer des problèmes de sous cavage du fait de terrains argileux. La hauteur définitive du front est de 15 m avec des banquettes de 5 m, sachant que chaque front ne dépasse pas les 6 m. La pente est moins pentue que celle prescrite, soit un rapport de 3 pour 2. L'exploitant a également ajouté une risberme au pied des talus. On dénombre 3 gradins dans le sablon jaune et 4 dans le sablon rose. Afin de respecter les différentes hauteurs, l'exploitant a précisé utiliser régulièrement une pelle 3D. Enfin, le stock de sablons est placé en cône directement depuis le convoyeur mécanique. Les prescriptions vérifiées sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2016, article 5.8.2																							
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance semestrielle des eaux souterraines																							
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																							
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant fait procéder semestriellement au relevé des niveaux piézométriques de ces ouvrages et à des prélèvements dans la nappe. Une première mesure est réalisée avant le démarrage de l'activité.</p> <p>L'eau prélevée fait l'objet de mesures sur les substances suivantes :</p> <table border="1"> <tr> <td>Arsenic</td> <td>Fluorure</td> </tr> <tr> <td>Baryum</td> <td>Indice phénols</td> </tr> <tr> <td>Cadmium</td> <td>DCO</td> </tr> <tr> <td>Chrome total</td> <td>pH</td> </tr> <tr> <td>Cuivre</td> <td>conductivité</td> </tr> <tr> <td>Mercure</td> <td>Hydrocarbures</td> </tr> <tr> <td>Molybdène</td> <td>Sélénium</td> </tr> <tr> <td>Nickel</td> <td>Zinc</td> </tr> <tr> <td>Plomb</td> <td>Chlorures</td> </tr> <tr> <td>Antimoine</td> <td>Sulfates</td> </tr> <tr> <td>Fibres d'amiante</td> <td></td> </tr> </table>		Arsenic	Fluorure	Baryum	Indice phénols	Cadmium	DCO	Chrome total	pH	Cuivre	conductivité	Mercure	Hydrocarbures	Molybdène	Sélénium	Nickel	Zinc	Plomb	Chlorures	Antimoine	Sulfates	Fibres d'amiante	
Arsenic	Fluorure																						
Baryum	Indice phénols																						
Cadmium	DCO																						
Chrome total	pH																						
Cuivre	conductivité																						
Mercure	Hydrocarbures																						
Molybdène	Sélénium																						
Nickel	Zinc																						
Plomb	Chlorures																						
Antimoine	Sulfates																						
Fibres d'amiante																							
<p>Les résultats de ces analyses sont saisis sur l'application GIDAF et transmis à l'inspection des installations classées sous la forme d'un rapport global pour toutes les installations que la société exploite sur la commune de Saint Martin du Tertre.</p> <p>Si ces résultats mettent en évidence une pollution, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ces activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du Val d'Oise du résultat de ces investigations et le cas échéant des mesures prises et envisagées.</p> <p>Constats : L'exploitant a précisé qu'un réseau de piézomètres permettait de suivre la qualité des eaux souterraines. Les contrôles sont réalisés semestriellement, en période de basses eaux et hautes eaux à l'aide de 8 piézomètres. Au titre de 2022, les contrôles ont été réalisés en avril 2022 et novembre 2022. Le rapport annuel évoqué précédemment reprend le détail des analyses semestrielles et les conclusions découlant des résultats des analyses.</p> <p>Les relevés piézométriques sont bien réalisés. Globalement, la nappe s'écoule du Sud-Est vers le Nord-Ouest. Elle est très profonde, toujours à plus de 20 m de profondeur et atteignant plus de 48 m de profondeur sur les piézomètres en amont. 106 paramètres ont été recherchés, les paramètres repris à l'article ci-dessous faisant bien partis des paramètres recherchés. L'eau analysée apparaît de bonne qualité générale avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'absence de fibre d'amiante dans les eaux ; - l'absence d'impacts biologique et biochimique ; - l'absence de PCB, BTEX, HAP et COHV ; - l'absence de métaux ou à l'état de traces infimes inférieures aux valeurs seuils <p>S'agissant de la transmission des résultats via Gidaf, celle-ci est réalisée par un prestataire.</p> <p>La prescription est respectée.</p>																							
Type de suites proposées : Sans suite																							
Proposition de suites : Sans objet																							

N° 6 : Prévention de la pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2016, article 8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions à prendre pour limiter la pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I - L'exploitant prend les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. La vitesse sur les pistes des installations est limitée à 30 km/h .Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues. Les engins sont conformes aux réglementations en vigueur relatives aux pollutions engendrées par les moteurs. Ils sont révisés et subissent un entretien régulier. Les pistes et les stocks de matériaux sont arrosés, si nécessaire, afin de prévenir les envols de poussières. Les véhicules chargés, sortant ou entrants dans l'installation doivent être bâchés pour ne pas être à l'origine d'envols de poussières, ni entraîner de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation publiques. (...)
Constats : L'exploitant a précisé avoir limité la circulation sur le site à 20 km/h afin de réduire l'émission de poussières. De plus, l'exploitant a indiqué disposer d'un tracteur avec une citerne qui arrose régulièrement le site pour limiter les émissions de poussières. Ce tracteur citerne a bien été constaté sur site lors de l'inspection. Enfin, l'exploitant a indiqué avoir un projet pour ajouter un revêtement sur la piste centrale, toujours dans l'idée de réduire les quantités d'eau utilisée et l'émission de poussières. Ceci permettrait de diviser par 2 les émissions de poussières. Enfin, l'exploitant a rappelé que tous les camions étaient bâchés et que la plupart était équipé de bâchage automatique. La vérification du bâchage se fait au niveau du pont bascule. Au cours de l'inspection, il n'a pas été constaté d'émissions de poussières importantes. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Prévention de la pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le plan de surveillance est repris dans le rapport annuel réceptionné par l'inspection le 20 avril 2023. Or, le plan de surveillance ne reprend pas les zones d'émission de poussières ni leur importance respective. De plus, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre ne sont pas précisés. Seules les conditions météorologiques sont précisées, les conditions topographiques sur le site n'étant pas indiquées. La prescription n'est pas respectée. Non-conformité n°1 : Le plan de surveillance n'est pas complet. Il ne contient pas les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6
Thème(s) : Risques chroniques, Détail du plan de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de surveillance comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ; - le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ; - une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). <p>Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.</p> <p>Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.</p> <p>Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.</p> <p>Constats : Le plan de surveillance présenté par l'exploitant est celui repris dans le rapport annuel. Ce plan présente les différents points de surveillance des poussières. Les points de surveillance sont précisés, carte de ces points à l'appui, avec la terminologie points a, b et c, imposée par l'arrêté ministériel de 1994 et tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le point a, nommé témoin, à l'est de la carrière, en dehors des vents dominants ; - 3 points b, nommés B1, B2 et B3, au niveau des habitations les plus proches, tout autour de la carrière, à moins de 1500 m des limites de la carrière, sous les vents dominants ; - 2 point c, nommés C1 et C2, en limite d'emprise de la carrière sous les vents dominants. <p>Le positionnement des 6 points de mesures permet de répondre à la prescription.</p> <p>8 campagnes de mesures ont été réalisées, la dernière du 9 juin 2022 au 12 juillet 2022, soit, sur une durée de 33 jours. Les 7 autres campagnes de mesures sont citées dans le rapport mais les dates des mesures ne sont pas précisées. Il n'est donc pas possible de vérifier que les mesures de poussières ont bien été réalisées pendant 30 jours et tous les 3 mois. Ceci constitue une non-conformité.</p> <p>L'exploitant a réalisé la moyenne glissante aux points B1, B2 et B3, telle que prévue par l'article 19.7 précité. Cette moyenne est inférieure à 500 mg/m²/j, la moyenne glissante la plus élevée de 207,41 mg/m²/j ayant été calculée entre la campagne 5 et 8, au niveau du point B2. <u>Ainsi, l'exploitant a informé l'inspection d'un passage à des mesures semestrielles telles que prévues par l'article 19.7.</u></p> <p>Non-conformité n°2 : La durée des campagnes de mesures des poussières ainsi que leur périodicité n'ont pu être vérifiées par l'inspection, l'exploitant n'ayant pas repris les dates de ses campagnes de mesures dans le rapport annuel. Par ailleurs, l'inspection rappelle que, seule la conformité de ces données (mesures sur 30 jours, tous les 3 mois) permettra à l'exploitant de passer à des mesures de poussières semestrielles et non plus trimestrielles.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m2/jour.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m2/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p> <p>19.8</p> <p>Pour les installations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa du paragraphe 19.5 du présent arrêté, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum.</p> <p>La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.</p> <p>Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.</p> <p>19.9</p> <p>Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.</p> <p>Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.</p> <p>Constats : Le plan de surveillance repris dans le rapport annuel précise que les mesures de poussières ont été réalisées à l'aide de jauges répondant à la norme NFX 43-014 de novembre 2017. Le plan indique bien que les mesures portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. L'unité utilisée est le mg/m2/jour.</p> <p>La carrière ne dispose pas de station météorologique. Ceci constitue une non-conformité.</p> <p>Non-conformité n°3 : Le site ne dispose pas de station météorologique. Il n'est donc pas possible de connaître la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie.</p>

De plus, le rapport annuel ne reprend que la dernière campagne de mesures de poussières alors qu'il est prévu un bilan annuel. Ceci constitue une non-conformité.
Non-conformité n°4 : le rapport annuel ne fait pas le bilan des mesures de poussières réalisées en 2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2016, article 10.1
Thème(s) : Risques chroniques, Montant des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La durée de l'autorisation visée à l'article 1.3 du présent arrêté est divisée en 3 périodes. À chaque période correspond un montant de garanties financières concernant le coût de la remise en état maximale au sein de celle-ci. La formule de calcul utilisée est celle relative aux carrières à ciel ouvert en référence à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 susvisé.</p> <p>Les montants de référence des garanties financières, exprimés en Euro TTC ci-dessous, sont calculés avec l'indice TP 01 de 664,5</p>
<p>Constats : Sur le calcul du montant des garanties financières, celui-ci a déjà fait l'objet de plusieurs échanges par mail avec l'inspection. L'exploitant a ainsi transmis à la préfecture du Val d'Oise, l'original de l'acte de cautionnement solidaire d'un montant de 549 178 € valable du 01/04/23 au 31/12/25.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet